

Liberté

LIBERTÉ
ART & POLITIQUE

Libérer la cité

Pierre Lefebvre

Volume 4, Number 21, March 1962

Le séparatisme

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/59876ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Collectif Liberté

ISSN

0024-2020 (print)

1923-0915 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Lefebvre, P. (1962). Libérer la cité. *Liberté*, 4(21), 77–83.

Tous droits réservés © Collectif Liberté, 1962

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

Érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

Libérer la cité

PIERRE LEFEBVRE

*"Le peuple canadien-français a été esclave
dans tous les domaines" (1)*

Jean Marchand

Dans les pays où les crises politiques se passent dans la rue, il arrive qu'une populace hors de ses gonds fabrique des pantins risibles représentant ses ennemis, pour les pendre ou les brûler "en effigie". C'est une manifestation de la horde humaine qui sourd d'un instinct très primitif, et qu'on retrouve d'ailleurs dans le rituel vaudou du meurtre de la poupée.

L'homme civilisé n'est pas à l'abri des surgissements inattendus de la pensée magique et c'est chose courante, dans les débats en apparence les plus sérieux, d'entendre une personne avertie et prudente dans les démarches de sa pensée, se mettre à dresser des phénomènes qu'elle abhorre ou qu'elle craint une caricature absurde et méconnaissable, comme pour les annihiler magiquement.

Au Canada français, il existe un certain milieu d'intellectuels qui, pour des causes dont toutes ne sont pas d'ordre émotif, ont choisi de nier la problématique proprement nationale, ou de la taire systématiquement, du moins lorsqu'il était question de leur nation. Pour eux, tout ce qui rappelle, de près ou de loin, le

(1) Déclaration au cours du colloque du R.I.N. dimanche, le 18 février 1962.

souci de notre destin national est l'objet d'abomination qui perturbe le cours par ailleurs lucide et pondéré de leur pensée. Ils se sont fabriqué une " effigie " de ce que nous pouvons appeler, pour l'instant et à défaut de mieux, le nationalisme canadien-français, qui leur permet des exorcismes faciles et vigoureux. A leurs yeux, ce nationalisme devient une sorte de psychose collective dont le seul effet est d'embrouiller tous les problèmes. Ce serait une manière de paranoïa où l'Autre (c'est-à-dire l'Anglais) serait toujours par ses maléfices, le grand ordonnateur de nos misères. Il est aisé, après cela, de percer d'une épingle étincelante de logique la poupée absurde et minable du nationalisme.

En fait, cette opposition péremptoire au nationalisme s'observe surtout parmi les membres d'une équipe à laquelle nous devons tous beaucoup de reconnaissance. Depuis douze ans, elle réalise, contre vents et marées, la tâche qu'elle s'était choisie, de remettre en question les structures internes de notre société, et d'éclairer enfin les déformations et les infirmités qu'accusaient en vieillissant des valeurs et des institutions longtemps considérées comme faisant partie de " l'héritage sacré ". Courage, lucidité, largeur de vues, profondeur des perspectives ont marqué le procès de cette équipe. Il s'agit, bien entendu, de *Cité libre*. Nul ne saurait contester l'ampleur de son apport, ni le rôle qu'elle a joué dans l'élaboration du réveil actuel.

Mais comment expliquer chez elle pareil refus d'aborder sérieusement le fait national comme tel, alors qu'elle poursuit audacieusement l'analyse des causes endogènes de notre long marasme ? Croit-on vraiment qu'il s'agisse là de problèmes " qui ont trouvé leur solution il y a un siècle " ? Boutade, sans doute, plutôt qu'affirmation prudemment posée, puisqu'au demeurant, il n'est pas dans la manière de *Cité libre* d'admettre qu'un problème de la collectivité puisse avoir trouvé une solution définitive il y a cent ans. L'affaire est donc plus complexe, et la réticence en question, pour étonnante qu'elle soit, pourrait alléguer d'assez impressionnantes justifications.

Celles-ci nous ramèneraient aux avatars récents et moins récents du nationalisme. Histoire mélancolique et parfois carrément nauséabonde. L'espèce de printemps avorté des années trente, ce moment des grandes ferveurs nationales, cette inquiétude d'une génération qui, pour n'être pas à poser toutes les questions — surtout dans les domaines encore réservés par l'effet d'un respect et d'une peur sacrales — réclamait du moins avec

ardeur un renouveau dans la politique, tout ce sursaut généreux nous mena vers quoi ? Vers l'aliénation la plus colossale des énergies mobilisées. Vingt ans de variations étourdissantes sur la chanterelle nationale, de drapeaux, de défense électorale, de l'autonomie ; mais vingt ans de la dictature la plus bête et la plus avilissante — celle de la corruption érigée en système et gagnant tout l'organisme social.

Epoque de l'idylle la plus persistente entre les pouvoirs de la finance et de la réaction cléricale ou bourgeoise, d'une part, et le gangtérisme politique, d'autre part. Plusieurs ont vu là les oeuvres et les pompes caractéristiques du nationalisme, et en ont conclu que celui-ci ne pouvait servir qu'à cette déperdition des forces rénovatrices de la nation.

Est-ce tout ? Laissons de côté, pour ne pas répéter ce que Jean-Marc Léger en écrivait fort à propos, les connotations réactionnaires et fascinantes du nationalisme dans les pays d'Europe, qui ont fourni un vocabulaire à nos réflexions politiques, et considérons les caractères particuliers du nationalisme chez nous. Arbitraire et sommaire, son analyse de notre réalité aura trop souvent laissé de côté la critique de nos valeurs et la réforme de nos institutions. La recherche d'une solution politique aux problèmes de la nation primait tout ; tout le reste devait faire, je suppose, comme l'Intendance, et se contenter de " suivre ". Notre langue, nos institutions, nos droits, disait la formule. Et ces institutions étaient placées dès le départ au-dessus du débat ; elles étaient sacrées parce qu'elles étaient nôtres. On arrivait ainsi à des thèmes et à des formules qui, pour mobiliser chez plusieurs une émotivité facile, n'avaient guère de prégnance dans la réalité.

On comprend, après cela que certains penseurs " fatiguent " beaucoup lorsqu'il est question du nationalisme, et que leur jugement se passe pour une fois d'objectivité.

Cette objectivité, soutenue avec courage lorsqu'il fallait parler sous la menace des sanctions parfois sournoises de l'ordre établi, leur aura permis d'énoncer clairement les faiblesses et les malfaçons de notre idéologie nationale. Parmi toutes leurs entreprises celle, périlleuse et délicate, qui consistait à dissocier le phé-

nomène parfaitement valable de l'expérience religieuse, de l'autoritarisme clérical qui la déformait chez nous, est peut-être le plus admirable. Bien peu parmi nos nationalistes osèrent s'engager à leur tour sur ce terrain farci de chausse-trapes.

Mais il y en eu tout de même. Et c'est le moment de dire que toute une évolution — y compris, peut-être, l'éclosion d'un milieu comme *Cité libre* — pourrait s'expliquer à partir du mouvement nationaliste des années trente. Si les questions les plus graves ne furent pas alors posées, c'est néanmoins à ce moment que nos élites commencèrent à s'interroger. La liberté devint peu à peu une valeur, là où l'acceptation aveugle avait toujours prévalu. La grande défaite du nationalisme canadien-français, ce ne fut pas, comme on l'a dit, celle de l'Allemagne nazie, mais plutôt la prise du pouvoir par Monsieur Duplessis. La crise du nationalisme date de cet événement, mais les comptes ont été finalement réglés. Car s'il est indéniable que le vote nationaliste a porté et longtemps maintenu Duplessis au pouvoir, il est admis par ailleurs que c'est un mouvement de cette fraction de l'électorat qui a entraîné la chute du régime. Et dans la lutte contre la dictature duplessiste, une équipe nationaliste assumait sa lourde part des coups de boutoir et des horions. Celle du Devoir, comme chacun sait. A telles enseignes qu'il sera difficile pour l'historien de dissocier l'action de ces deux équipes dans la mise à bas du régime. Par ailleurs, dans tous les secteurs de notre vie nationale, y compris dans le monde syndical, les agents les plus actifs et les plus courageux du renouveau furent souvent des nationalistes.

Mais le mot lui-même demeure embarrassant et plus ou moins équivoque. Car il y a partout au Canada — français — et même à *Cité libre*, des gens à qui le sort de la nation tient à coeur sans pour autant qu'ils se déclarent nationalistes. Il serait peut-être mieux de revenir aux termes vénérables et néanmoins très précis, de patriotisme et de patriotes. Peu de gens soutiendront aujourd'hui que le sentiment patriotique des Canadiens français s'applique à quelque autre chose qu'à leur nation. Et ce sentiment est la chose du monde la plus naturelle, la plus saine, et la plus légitime. A travers les péripéties de notre histoire, il s'est manifesté jusqu'ici par une volonté têtue et parfois un peu courte de durer et de maintenir ce qui était nôtre, aussi bien que par une susceptibilité chatouilleuse devant les empiètements trop brusques de "l'étranger". C'est un sentiment que les vieux routiers de la politique connaissent bien ; c'est leur tarte à la

crème, et l'ingrédient majeur de la recette pour "faire marcher le Québec".

Sa force et son caractère trop exclusivement défensif proviennent, à n'en pas douter, de notre situation minoritaire. Qu'on le veuille ou non, le fait de vivre, ou seulement de survivre, dans la position menacée qu'est nécessairement celle de toute minorité représente une perte énorme d'énergie. Beaucoup de nos infirmités trouvent peut-être là une partie de leur pathogénèse. Car une société devient facilement rigide et enchystée lorsque l'histoire l'oblige à se défendre à la petite semaine. Il ne s'agit pas ici de faire le procès d'un quelconque agresseur. La pression constante et déformante qu'exerce sur nous le poids de la majorité de langue anglaise ne provient pas d'une intention malveillante, mais tient uniquement à la nature des choses.

Je voudrais bien croire ceux qui soutiennent qu'à ce sujet, tout a été réglé "il y a cent ans", et que nous avons maintenant tous les moyens de façonner notre existence à l'intérieur de la Confédération. Il faut hélas déchanter. Conçu en fonction d'un groupe d'intérêts, parmi lesquels celui de notre existence nationale n'était qu'incident et secondaire, l'Etat fédéral s'est développé, non sans vigueur, selon ses besoins et ses exigences, qui étaient ceux d'une Amérique britannique du Nord. Corps étranger au sein de cet organisme, le Canada français, avec ses besoins et ses exigences particulières, devait nécessairement accepter, pour s'adapter, de gauchir, de réduire ou de taire ses propres aspirations. Ce qui constitue la vie de relations d'un peuple, sa présence et sa voix sur la scène internationale, nous échappait et nous échappe encore. Ce qui n'a pas peu favorisé notre isolement.

Non, l'Etat de Québec, même en assumant jusqu'au bout les pouvoirs que la Constitution (1) lui confère, ne dispose pas de tous les leviers essentiels pour qu'une nation vive pleinement. Les pouvoirs dont dispose l'Etat fédéral dans des domaines comme le commerce, le transport, les affaires étrangères, la taxation, l'immigration, ceux qu'il a assumés ou qu'il convoite dans le développement et la planification de la production, dans l'orientation générale de l'activité économique, dans le domaine de la législation et de la sécurité sociales, lui permettent de travailler efficacement à la réalisation de ses objectifs, qui sont presque toujours

(1) Si elle existe vraiment.

distincts des nôtres ou même opposés. Le milieu administratif qu'il développe constitue pour les nôtres la plus belle école de dénationalisation.

C'est en ces termes que se posent les données d'une problématique nationale. L'effort de rénovation doit-il se limiter à une réforme de nos structures internes? Doit-on accepter que persiste dans nos conditions d'existence le risque, ou même la quasi-certitude, d'un émiettement progressif?

Car nous pouvons fort bien devenir, avec l'usure du temps, une minorité récessive et de plus en plus assimilée au groupe majoritaire. Une minorité résiduelle et folklorique, un peu comme les Galois, les Basques et les Bretons bretonnants. Il y a des signes bien nets du danger de cette évolution. En fait, notre importance numérique décroît proportionnellement, notre rôle au sein de l'appareil administratif de l'Etat fédéral stagne ou se détériore. Que cela continue encore ainsi pour quelques décades, et il nous restera encore au bout du compte, pour entretenir un peu le tourisme, les calèches de Québec et le "quartier français" de Montréal.

Mais les tendances qui s'affirment à présent ne justifient guère l'acceptation de cette extinction lente comme un phénomène inévitable. Un courant bien différent fait sentir une contre-poussée vigoureuse et salutaire. La remise en question de nos structures internes a pour résultat l'élaboration de nouvelles structures, plus adaptées à l'époque actuelle, mais peut-être aussi plus fortement marquées de notre caractère particulier et de l'affirmation de notre individualité que les anciennes. Il se dessine peu à peu un nouveau visage du Canada français, une personnalité nouvelle de ce peuple. La soumission, la patience, le doute de soi et le bonheur des petites victoires ou des défaites atténuées ne seront pas les traits dominants de cette personnalité nouvelle.

Oui, la liberté redevient une valeur pour notre peuple. C'est un fait que toutes les contraintes sont maintenant contestées. Et l'action d'une gauche anti-nationaliste a favorisé l'apparition d'une gauche nationaliste qui cherche à se définir, mais qui a nettement pris ses distances à l'endroit d'un nationalisme réactionnaire.

Il est indispensable que se poursuive sans relâche l'oeuvre de libération de la Cité, encore menacée par les forces internes de la réaction qui demeurent puissantes. Les nationalistes ont

plus que jamais leur place dans ce combat, et c'est le devoir des mouvements séparatistes, par exemple, de prendre sans tarder des positions claires et courageuses devant les problèmes sociaux, religieux, éducationnels, économiques, au risque même de se détacher d'une certaine clientèle de droite. En gardant le silence, ou en se contentant des déclarations d'intentions assez vagues, les mouvements séparatistes courent le risque d'une action fragmentaire et en fin de compte, assez stérile.

Mais le jeu de l'épingle et de la mort magique de la poupée nationaliste est tout aussi gratuit. On ne gagnera rien à scotomiser la réalité globale de la nation. Le dialogue devrait plutôt s'établir entre les équipes qui ont abordé selon des optiques différentes les problèmes de la Cité. La liberté et l'épanouissement de la personne devraient faire bon ménage, en tant qu'objectifs, avec la liberté et l'épanouissement de la nation. Le processus de maturation de notre société devrait, il me semble, nous conduire dans cette direction.

En devenant adulte, le peuple canadien-français se découvrira peut-être les réflexes des autres nations Car j'y pense, parmi toutes les nations du monde groupant quelques millions d'individus, il est à l'heure présente le seul qui n'ait pas inscrit dans la perspective de son évolution la prémisse de son indépendance.

Pierre LEFEBVRE